



HAL
open science

Citoyenneté diasporique. Problématiques et horizons au prisme de l'expérience uruguayenne.

Fernanda Mora

► **To cite this version:**

Fernanda Mora. Citoyenneté diasporique. Problématiques et horizons au prisme de l'expérience uruguayenne.. Journée des doctorants de l'ED 31, 2016: "(S')Exiler", May 2016, Saint-Denis, France. hal-02115801

HAL Id: hal-02115801

<https://hal.science/hal-02115801>

Submitted on 30 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ
PARIS 8
VINCENNES-SAINT-DENIS



Journée des doctorants - 2016



Mardi 31 mai 2016, 8h30 - 16h30

Comité organisateur :

Elise Abassade, Paulo Ferraz, Pauline Hachetta, Raphaël Horrein, Nedjma Kheif-Otmame, Soumia Lablack,
Hassina Merdjane, Alice Moreira Lopes de Carvalho

(S')Exiler

UNIVERSITÉ PARIS 8
Bâtiment B – Salle B106

2 rue de la Liberté, 93 526 Saint-Denis Cedex
Métro ligne 13 - Saint-Denis Université

Merci de vous inscrire
avant le 26 mai 2016: ed31.jtd@gmail.com

FERNANDA MORA-CANZANI

Citoyenneté diasporique Problématiques et horizons au prisme de l'expérience uruguayenne

Franco-uruguayenne, mon parcours doctoral atypique exprime tout d'abord un désir d'apprendre forgé au travers d'un vécu exilique, d'une expérience diasporique¹ et d'un engagement en défense des droits politiques et civiques des émigrés uruguayens. J'ai tenté ainsi de conjuguer, autant que de mettre à l'épreuve, une relation personnelle et intime avec l'expérience de l'exil, de la migration et de la transnationalité, avec une problématisation philosophique. Dans un premier temps j'ai cherché à recueillir, à organiser et à « déconstruire » des actes, des discours, des représentations, des circulations et des articulations à l'œuvre dans la construction d'une configuration contemporaine spécifique de la citoyenneté, interrogée dans sa dimension diasporique. Pour ce faire, j'ai mobilisé des outils théoriques empruntés au travers d'un cheminement philosophique uruguayen, puis dans l'état de l'art d'horizons divers, au croisement de regards choisis latino-américains et français, mais aussi allemands et américains.

Ma recherche s'inscrit dès lors dans le sillage de tous ceux – exilés/émigrés – qui explorent ces questions dans diverses disciplines, tout en restant lucides quant aux défis posés par leur singulière situation de faire part de ce qui est problématisé. Et qui, pour y faire face, construisent des dispositifs méthodologiques visant une prise de distance par rapport à leur objet d'étude. D'où découle l'exigence d'identification et de formulation des problèmes visés, de leur articulation, du choix des chemins à parcourir pour les saisir, de recherche d'outils conceptuels à mobiliser. Ce faisant, j'ai tenté de mettre en lumière des connexions entre des lignées de pensée n'ayant pas toujours été mises en relation auparavant, autour des questions de citoyenneté, dans le but de construire des questionnements envisageables et des problématiques admissibles, en cherchant à les articuler dans un ensemble cohérent, prenant en compte le déploiement de l'expérience diasporique des trois dernières décennies, dans le cas uruguayen.

Mon travail repose en conséquence sur le présupposé que cette posture du chercheur lui permet de cartographier, à l'aide des outils de « l'atelier » théorique et méthodologique dont il s'est doté, de nouvelles configurations citoyennes à partir d'expériences, de processus, de transformations déployées dans les interstices de l'État-Nation. Ma recherche est dès lors construite en « déséquilibre » (Bréchignac, 2006) : échafaudant des hypothèses, les mettant en discussion, avec le doute en boussole, en « hommage rendu à l'espoir » (Isidore Ducasse, dit comte de Lautréamont, *Les chants de Maldoror*, 1869).

¹ Sans ignorer les nombreux travaux portant sur sa définition, *diaspora* désigne ici des communautés issues d'une population disséminée en différentes régions du monde et qui maintiennent des relations et des liens d'identité, dans le sillage de Leticia Calderón Cheluis, politologue mexicaine. « Cette expression a acquis un contenu sémantique bien au-delà du sens traditionnellement admis. Elle est de plus en plus utilisée pour désigner des personnes et des communautés déplacées qui sentent, maintiennent, inventent ou revivent une connexion avec leur terre d'origine. Le concept contemporain de diaspora prend en compte à la fois des sentiments d'appartenance à un réseau transnational, de singularité (*uniqueness*) et un intérêt préservé par la terre d'origine. En conséquence, une diaspora est une construction sociale reposant sur le sentiment, la conscience, la mémoire, la mythologie, l'histoire, les récits, l'identité des groupes, des aspirations, des éléments virtuels et allégoriques ». L. Calderón Cheluis, 2003 : 23, traduction par nos soins.

Aussi, cette exploration philosophique porte centralement, dans une perspective foucauldienne, sur ce que les Uruguayens en situation diasporique « font » ensemble pour tenter de répondre aux questions suivantes :

- En quoi ce faire « fabrique »-t-il de la citoyenneté ?
- Quels sont les obstacles et les freins s'opposant à ce déploiement citoyen inédit ?
- En quoi ce dernier produit-il du nouveau ?
- Quelle sève nourrit « rhizomes » et « plateaux » (Deleuze/Guattari, 1980) ?
- Quelles seraient les conditions philosophiques d'émergence de cette configuration particulière de la citoyenneté ?

I. Géopolitique d'une absence

Malgré une singulière construction uruguayenne de citoyenneté largement documentée (Caetano, 2008), les interactions au travers desquelles se tisse la fragile maille d'une citoyenneté extraterritoriale contemporaine n'ont pas été pleinement répertoriées ni systématisées à ce jour dans le cas uruguayen. Mon dessein est tout d'abord de repérer, en creux et en relief, la place accordée – ou non – aux émigrés et aux expatriés au sein d'un processus pensé en « expérience problématique » uruguayenne, dans une démocratie contemporaine « en travail », dans le sillage de Pierre Rosanvallon (2014). A partir de l'origine transnationale de ce « petit » pays latino-américain du bassin du *Río de la Plata*, « cale et carrefour » entre deux géants du cône Sud, il convient de souligner la lente construction d'une contrée plutôt cosmopolite, reposant sur un peuple « transplanté », ayant forgé une société contemporaine relativement multiculturelle.

L'Uruguay, construit largement sur l'immigration d'origine européenne, est devenu cependant pays expulseur de population à partir des années soixante du siècle dernier. Aussi, la « géopolitique d'une absence » est l'exploration de l'extraterritorialité uruguayenne en clair/obscur, inscrite dans une chronologie politique et institutionnelle des trente dernières années, interrogeant le scénario uruguayen dans ses différentes composantes, pour autant qu'elles concernent ou qu'elles éclairent les questions extraterritoriales.

Il s'agit de questionner les politiques publiques, les pratiques sociales du politique, les institutions républicaines uruguayennes, les perceptions des élites et de l'opinion publique pour tenter de rendre visible, dans la période concernée, la place faite à l'expression de la diversité, en ce qui concerne les citoyens uruguayens épars dans le monde. Plus précisément, il s'agit de tenter de comprendre si les composantes interrogées de la sorte permettent une nouvelle visibilité de l'expression du divers en Uruguay, prenant en considération les citoyens diasporiques, qui déploient quelquefois des doubles, voire des triples appartenances. Il ressort cependant que la lente quoique inexorable transformation de la structure de la population ayant transformé l'Uruguay de pays d'immigration à pays d'émigration, autant que l'émergence d'un mouvement social extraterritorial non conventionnel, n'ont pas été pleinement intégrés à ce jour dans l'imaginaire social, ni dans les pratiques sociales, les politiques publiques et les institutions uruguayennes.

Par ailleurs, l'extraterritorialité est cristallisée pour l'heure en un « impensé » philosophique uruguayen, malgré notamment des travaux pluridisciplinaires pionniers pour penser la diaspora (Caetano, Dutrenit, Pellegrino, entre autres, 1997), des développements philosophiques portant sur l'Uruguay post moderne (Viscardi, 1991), des recherches anthropologiques plus récentes relatives au processus diasporique uruguayen (Merenson, 2015).

II. Paradoxes et devenir de « l'être tout en étant ailleurs »

Réfléchir à la citoyenneté diasporique, c'est aussi interroger les paradoxes et le devenir de « l'être tout en étant ailleurs », en espagnol *el ser sin estar*. En effet, dans le passé la citoyenneté était circonscrite à un territoire délimité par un espace/temps déterminé par la filiation ou par le lieu de vie ou de résidence - qu'il s'agisse de la cité, de l'empire, de la nation, de la région -. Mais dans le monde contemporain, les situations exiliques (Nous, 2015), la condition migrante (Tassin, 2008) et les déploiements diasporiques, stimulent de mon point de vue des « déplacements » de la citoyenneté. C'est la raison pour laquelle je tente de mettre en lumière dans l'expérience uruguayenne, une singulière citoyenneté que je nomme diasporique, nourrie de vécus, de sentiments, d'affects, de récits, autant que d'actes, de représentations, de discours.

Suivant cet argument, cette configuration particulière de citoyenneté contemporaine est forgée au travers de l'expérience d'anciens exilés politiques, d'émigrés, d'expatriés, de leurs enfants et de leurs petits-enfants, de jeunes travailleurs, d'étudiants, de professionnels hautement qualifiés, mais aussi des sans papiers et des émigrés en situation de précarité, dont leurs séjours « ailleurs » s'étalent sur des durées plus ou moins prolongées. Il est ainsi question d'interroger les ciels, « les îlots et les réseaux » (Dutrenit/Mora, 2011) d'Uruguayens épars dans le monde, configurant des singulières communautés diasporiques à géométrie variable, dans leur interaction avec la communauté politique nationale ; puis, surtout, les spécificités d'une « e-diaspora »² uruguayenne, scénario inédit de participation sociale et politique de citoyens migrants ou expatriés interconnectés.

Les résultats de nombreuses études mobilisées, portant sur l'exil et la migration uruguayenne, puis une exploration systématique des collectifs uruguayens à l'étranger – plus particulièrement de leurs configurations dans les réseaux sociaux – me permettent d'affirmer que la diaspora uruguayenne contemporaine est désormais structurelle et largement connectée. Aussi, au sein des communautés diasporiques uruguayennes, le développement de liens multiples entre enracinement et appartenance, tisse de nouvelles configurations identitaires, souvent multiples et polymorphes, reposant sur l'expérience de la diversité et de la multi culturalité. En effet, l'expérience diasporique interroge les relations entre “le dedans et le dehors”, dans les frontières, les marges et les nouveaux territoires des citoyennetés contemporaines.

L'exil, les migrations, les processus diasporiques sont ainsi pensés ici en termes d'expérience et de processus, plutôt qu'en états ou en conditions immuables. Au-delà du statut les distinguant, ils portent tout autant les marques d'un vécu. Dans un scénario contemporain globalisé, les sujets exilés et/ou migrants brouillent les cadres anciens des appartenances et des loyautés, dont des études dites transnationales³ tentent de rendre compte, partant souvent d'études de cas spécifiques.

² Suivant la définition formulée par la sociologue Dana Diminescu : « Collectif de migrants qui s'organise et est actif en premier lieu sur le Web : ses pratiques sont celles d'une communauté dont les interactions sont « améliorées » par l'échange numérique. Une “e-diaspora” est également un collectif dispersé, une entité hétérogène dont l'existence repose sur l'élaboration d'une direction commune, une direction non définie une fois pour toutes, mais qui est constamment renégociée selon l'évolution collective. Une “e-diaspora” est un collectif instable parce qu'il est redessiné par tous les niveaux arrivants ». Source : URL : [http://www."e-diasporas".s.fr/](http://www.). Consultation du 15 mai 2016.

³ Etudes déployées principalement en universités et centres de recherche en Allemagne (*Berlin Graduate School for Transnational Studies* (BTS) ; Canada (*Centre for Diaspora & Transnational Studies* - Toronto) ; Royaume-Uni (*The Centre for*

De plus, de nouvelles approches des processus de construction de citoyenneté soulignent son caractère essentiellement fluide et contextuel et mettent l'accent sur l'intérêt de la considérer en tant que processus, afin de dépasser le cadre classique du seul statut (Neveu, Wahnich, 2013). Aussi, les territoires tendent à devenir « des espaces étendus de vie », permettant l'émergence de formes de vie « déterritorialisées », suivant la terminologie du sociologue et anthropologue Arjun Appadurai (1999) qui a porté un nouvel éclairage sur le phénomène contemporain de « déterritorialisation » de l'espace, des finances, des idées et des personnes et de l'identification de ce qu'il appelle des « communautés diasporiques » qui en seraient une des conséquences.

C'est dans ce champ que de nouvelles formes de citoyenneté, qu'elles soient qualifiées de transnationales (Brubaker, 1992), cosmopolitiques (Held, 1995), post-nationales (Soysal, 1994), ou flexibles (Ong, 1999), permettent et favorisent l'émergence de nouvelles formes de participation politique, ne correspondant plus à l'unique satisfaction du binôme classique constitué par la présence dans le territoire et l'appartenance à la Nation. Prenant en compte de nouvelles dynamiques transnationales, les transformations de la citoyenneté et de l'identité politique peuvent en conséquence contribuer à ajuster les normes démocratiques contemporaines en conséquence, ou bien peuvent devenir *a contrario* des instruments d'exclusion.

En effet, si les États - Nation s'adaptent tant bien que mal aux changements issus de la globalisation - dynamiques imposées par les marchés financiers, progrès dans les communications, création d'entités supranationales, développement de blocs commerciaux transnationaux, internationalisation des droits de l'homme, justice supranationale...-, ils sont parfois réticents à modifier leur tradition de participation politique pour inclure de nouveaux acteurs. C'est notamment le cas de l'Uruguay : la persistante revendication des émigrés de mise en œuvre du vote à l'étranger rencontre depuis trente ans des obstacles, des résistances et des freins largement explorés dans le cadre de ma recherche.

Cette lutte diasporique pose ainsi centralement, de mon point de vue, le problème des droits civiques et politiques des nationaux établis à l'étranger, et en définitive, de leur « droit d'avoir des droits » (Arendt, 1951, éd. 1979 : p. 298). N'exprime-t-elle pas *in fine* l'aspiration d'émigrés, d'exilés, de ressortissants et d'expatriés à une place à part entière au sein d'une, voire plusieurs communautés politiques ?

III. Cartographie philosophique d'une citoyenneté diasporique

Pour dessiner les contours d'une cartographie philosophique d'une citoyenneté diasporique, il ne me semble pas illégitime de partir des philosophies de la citoyenneté (Quiroga, Vermeren, Villavicencio, 1999), puis des modèles et des pratiques citoyennes en Uruguay (Caetano, 2008), afin d'aborder ensuite des regards croisés sur les configurations contemporaines de la citoyenneté, faisant appel enfin à quelques éclairages latino-américains jugés pertinents. Une attention particulière doit être portée aux cheminements philosophiques uruguayens « fabriquant » de mon point de vue des citoyennetés, au travers autant de continuités que de ruptures et de transformations au fil du temps.

Afin de mettre en lumière des connexions philosophiques éclairant les questions extraterritoriales du temps présent j'ai pris comme point de départ la pensée et l'action de José

Transnational Studies - Southampton ; États-Unis d'Amérique (*Transnational Studies Initiative At the Weather Center for International Affairs - Harvard*).

Gervasio Artigas, j'ai exploré ensuite des contributions de la génération dite du 900, autant que des horizons conçus par la génération « critique » de la moitié du siècle dernier, pour aborder enfin des problématisations contemporaines de la philosophie. Ces « bases » de référence permettent me semble-t-il d'interpeler le processus de construction de citoyenneté diasporique en actes, discours, représentations, circulations et articulations, mais elles font surgir par ailleurs des difficultés inhérentes à la problématisation philosophique des contours toujours en déplacement entre le dedans et le dehors ; le proche et le lointain ; nous et les autres ; l'exclusion et l'inclusion. C'est pourquoi, dans l'étude de la diaspora uruguayenne, j'ai mis l'accent plutôt sur le mouvement incessant des attachements et des détachements, sans les immobiliser dans des marqueurs identitaires figés et univoques. De plus, j'ai observé dans l'expérience diasporique uruguayenne, que la haute connectivité des personnes autant que des collectifs, facilitée par des outils technologiques multiples et le déploiement des réseaux sociaux, maintient du lointain dans le proche et du proche dans le lointain.

En conséquence, je postule que les trajectoires diasporiques, autant individuelles que collectives, ne se déploient plus désormais en processus binaires du type mort/naissance du nouveau, mais plutôt dans une interpénétration de l'un dans l'autre, « fabriquant » de la diversité et une multiplicité d'appartenances, de loyautés, de filiations. Aussi, le droit de plus en plus réclamé à une appartenance double ou multiple est d'emblée mis en lumière par les exilés et les émigrés uruguayens, dont l'expérience éclaire singulièrement de nouveaux liens et de nouvelles logiques d'appartenance, « fabriquant » citoyenneté. Les actes citoyens déployés par la diaspora uruguayenne dans le temps et dans l'espace témoignent aussi de la vitalité et du dynamisme des collectifs de cette singulière société civile à l'étranger, depuis le voyage des enfants de l'exil de 1983, passant par d'innombrables assemblées délibératives diasporiques, des activités d'incidence dans le système politique et dans le système international des droits de l'homme, des performances artistiques, des interventions ludiques dans l'espace public, des « e-actes » citoyens inédits, des campagnes de solidarité, des célébrations, des « e-plateformes » thématiques...

La « déconstruction » des discours - autant du bas vers le haut que d'en haut vers le bas (*Bottom up/ Top down*) - charpentant l'émergence de la citoyenneté diasporique uruguayenne, me permet ainsi de reconnaître une lente progression de la question citoyenne sous le prisme diasporique à partir des initiatives pionnières citées, puis par l'irruption des notions d'une « patrie pèlerine » (*Patria pelegrina*) et d'un « Département 20 » (*Departamento 20*) en 2005.

Des mythes tels que celui des *Ulysses* diasporiques, des *Malinches* revisitées, d'une « orientalité » univoque et homogène, tout comme celui d'un pays d'immigrés, pourtant de culture et de propension migratoires, contribuent à forger au fil du temps des représentations sur lesquelles s'est forgé en chemin une citoyenneté diasporique. Celle-ci trace, de mon point de vue, un horizon jamais encore atteint d'un vivre ensemble prenant en compte des espaces désormais étendus de vie. Les circulations et les articulations entre acteurs du système politique et de la société civile, leur consolidation en politiques publiques, sous le fil conducteur de la lutte pour la reconnaissance des droits civiques et politiques des émigrés, cristallisée autour de la réclamation d'un vote extraterritorial toujours non mis en œuvre, me conduisent à reconnaître les réseaux diasporiques à l'œuvre, agissant au sein d'un mouvement social extraterritorial non conventionnel, non reconnu en tant que tel à ce jour dans le pays.

En conséquence, l'exploration des réseaux sociaux, des canaux d'information et de communication et des échanges culturels - intégrant les dimensions artistique, scientifique, technologique - par delà les frontières nationales, me permet de penser le processus diasporique

uruguayen dans sa capacité à déployer des identités polymorphes, façonnées par l'interculturalité à l'ère de la globalisation, dans le sillage d'Alejandro Giron, (2010). A partir des matériaux empiriques réunis sur la diaspora uruguayenne, qui restent bien entendu à approfondir, je souligne que la construction de citoyenneté diasporique uruguayenne peut être pensée en termes d'expérience subjective, autant que de processus social déployé dans un scénario transnational. C'est pourquoi, au-delà de la discussion théorique relative à la caractérisation de ces processus en transnationaux, cosmopolitiques ou post nationaux, il me semble nécessaire d'accorder une attention particulière à la problématisation des sujets eux-mêmes (migrants, exilés, ressortissants) sous le prisme de leur subjectivation politique. Il s'agit dès lors de penser les sujets diasporiques en acteurs premiers du processus de construction de citoyenneté dans le cadre d'une configuration contemporaine que je nomme désormais « rhizomique », tant sont féconds pour la comprendre, à la fois l'enracinement multiple et le déploiement en flux discontinus des attachements et des détachements.

Les logiques émancipatrices que l'expérience uruguayenne suscite témoignent dès lors d'une démocratie « en travail sur elle-même » (*trabajando sobre sí*), et démontrent que la citoyenneté n'est pas prisonnière des institutions. Aussi, cette configuration citoyenne particulière s'invente elle-même au sein des communautés diasporiques uruguayennes par des actes, des discours et des représentations qu'elle suscite et qui la façonnent à leur tour, au travers de circulations et d'articulations avec le système politique et la société uruguayenne dans ses différentes composantes. Ce faisant, cette expérience ne met-elle pas en lumière un nouveau paradigme égalitaire, porté désormais par les citoyens diasporiques, formulé, en paraphrasant José Gervasio Artigas, en « personne moins que personne » (*naides menos que naides*) ?

En effet, le mot d'ordre original « personne plus que personne » (*naides mas que naides*), synthèse ineffable du paradigme égalitaire de l'époque, exprimant le dessein de la fin de la monarchie et de l'autorité illégitime des « caudillos », n'est-il pas mis à l'épreuve par la diaspora contemporaine ? Celle-ci ne forge-t-elle pas un nouveau paradigme égalitaire dans lequel résonne la défense des droits de l'homme à l'horizon d'une égalité radicale, construite au travers de la subjectivation politique des citoyens diasporiques ? L'exigence des citoyens diasporiques de garantie de l'État du plein exercice des droits civiques et politiques de tous, sous condition de cette égalité radicale, émancipée de toute circonstance et de toute attribution, au sein d'une « communauté des égaux » n'est-elle pas le signe d'une transformation profonde du dessein citoyen contemporain ?

Conclusions

La singularité du processus diasporique uruguayen repose ainsi, de mon point de vue sur la construction d'une citoyenneté diasporique, individuelle et collective, à partir d'expériences exiliques, de situations migratoires et de processus transnationaux dans un scénario extraterritorial. Les dynamiques au sein des communautés uruguayennes à l'étranger peuvent être pensées en conséquence dans leur dimension de tissage de loyautés et de liens identitaires au-delà de la production et de la reproduction d'une chimérique identité nationale univoque, au travers de cheminements collectifs et de trajectoires individuelles. En conséquence, si l'expérience extraterritoriale contemporaine uruguayenne s'inscrit pleinement dans un scénario globalisé, sa singularité ne résiderait pas tant dans ses caractéristiques transnationales, cosmopolitiques ou post nationales, mais plus précisément dans la construction d'une citoyenneté diasporique. Celle-ci est

forgée par chacun, au travers de l'assomption de soi en tant que sujet politique, par la lutte collective pour la reconnaissance et l'exercice plein des droits que s'y rattachent et tout autant par des actes, discours, représentations.

Dès lors, dans le sillage et en dialogue avec Etienne Tassin, les conditions philosophiques à l'œuvre dans l'émergence et le déploiement de cette citoyenneté diasporique peuvent se dessiner autour des perspectives suivantes :

- une subjectivité sensorielle et émotionnelle partagée, mise en lumière par Marcelo Viñar (2013) ;
- un territoire internalisé par/dans la langue, dans la formulation d'Edmundo Gómez Mango (2015) ;
- des vécus (*vivencias*) individuels et collectifs « habitant » une histoire commune ;
- un enracinement rhizomique pensé sous le prisme d'une philosophie des réseaux (Deleuze/Guattari, 1980) ;
- une réseautique transnationale (*Networking*) déployée en constellations versatiles ;
- une subjectivation politique mise à l'épreuve pour l'heure par une « impossible » émancipation.

Aussi, dans des scénarios transnationaux où se développent des communautés diasporiques uruguayennes, chacun *devient citoyen*, par des actes, des discours et des représentations, se déployant en circulations de politiques publiques et de pratiques sociales et en articulations entre système politique et société civile. L'interrogation des interactions, des conflits et des impasses qui sous-tendent et « fabriquent » ces expériences singulières, autant que des logiques émancipatrices auxquelles elles se rattachent, me conduit en conséquence à poser *in fine* que la citoyenneté n'est pas prisonnière des institutions et peut s'inventer elle-même au sein d'une communauté politique, qu'elle s'exprime en activisme citoyen ou en citoyenneté « ordinaire ».

Bibliographie

Ouvrages

APPADURAI Arjun, *La Modernidad desbordada: dimensiones culturales de la globalización*. Ediciones Trilce, Montevideo y Fondo de cultura económica de Argentina, FLACSO, Buenos Aires, 2001. 1ere version en anglais, 1997.

ARENDRÉ Hannah, *The origins of Totalitarianism*, HBJ Books, London/New York, 1951, Ed. 1979.

BRUBACKER Rogers, *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, Harvard University Press, Cambridge, 1992.

CAETANO Gerardo, *La ciudadanía "híper integradora" y la matriz política del Uruguay moderno. Perfiles de un modelo (1900-1933), Ciudadanía en tránsito. Perfiles para el debate*. Ed. de la Banda Oriental/Instituto de Ciencia Política, Montevideo, 2000.

CAETANO Gerardo, *Modelos y prácticas de ciudadanía en Uruguay (1890-1930)*. Tutor: José Pedro Barrán Montaldo. Tesis de doctorado en historia, Universidad nacional de La Plata, 2008.

CALDERON CHELIUS Leticia, coord., *Votar en la distancia. La extensión de los derechos políticos a migrantes, experiencias comparadas*, Instituto Mora, México, 2003.

DELEUZE Gilles, GUATTARI Félix, *Rhizome*, Editions de Minuit, Paris, 1976, repris dans *Mille Plateaux*, in *Capitalisme et schizophrénie 2*, Editions de Minuit, Paris, 1980.

DUTRENT BIELOUS Silvia (coord.), *El Uruguay del exilio. Gente, circunstancias, escenarios*, Ed. Trilce, Montevideo, 2006.

HELD David, *Democracy and the Global Order: From the Modern State to Cosmopolitan Governance*, Polity Press, Cambridge, 1995.

NOUSS, Alexis, *La condition de l'exilé. Penser les migrations contemporaines*, Ed. Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 2015.

ONG Aihwa, *Flexible Citizenship: the cultural logics of transnationality*, Duke University Press, Durham, 1999.

QUIROGA Hugo, VILLAVICENCIO Susana, VERMEREN Patrice (Comp.). *Filosofías de la ciudadanía. Sujeto político y democracia*. Homo Sapiens Ediciones, Rosario, 1999.

ROSANVALLON Pierre, *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Ed. Gallimard, Paris, 1992 ; *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Ed. Gallimard, Paris, 2000 ; *La contre démocratie*, Ed. Seuil, Paris, 2006; *La société des égaux*, Ed. Essai Points, Paris, 2013.

SOYSAL Yasemin Nuhoglu, *Limits of Citizenship. Migrants and Post National membership in Europe*, Chicago University Press, Chicago, 1994.

VISCARDI Ricardo, *Después de la política* (1991), Ed. Juan Darién, Montevideo, 1991.

Articles, entretiens, colloques, séminaires

BRECHIGNAC Catherine, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, entretien *Le Monde*, Paris, 13 février 2006.

Colloque international, *La démocratie en travail: Pierre Rosanvallon*. Notes personnelles, Cerisy-la-Salle, 2014.

Ecole thématique CNRS, NEVEU Catherine, WAHNICH Sophie (Dir.), *Nouvelles approches de la citoyenneté*, recueil de textes, Amboise, 2013.

DUTRENT BIELOUS Silvia, MORA-CANZANI Fernanda, *De islotes y redes : el otro Uruguay*, in *La Aventura uruguaya*, AROCENA Rodrigo, CAETANO Gerardo, Coord, Tomo II, Random House Mondadori, Montevideo, 2011.

FOUCAULT Michel, DELEUZE, Gilles, *Les intellectuels et le pouvoir*, dits *Ecrits*, Tome II, Texte n°106, pp 3/10, Ed. Nouveau millénaire, Défis libertaires, Nantes, entretien 4 mars 1972.

GOMEZ MANGO Edmundo, entretien à Paris, 2015.

GRIMSON Alejandro, *Culture and Identity: two different notions*, in: *Social Identities*, vol. 16, no 1, Routledge Taylor & Francis Online, Abingdon, 2010.

MERENSON Silvina, *Del "exilio" a "la diáspora". Lenguajes y mediaciones en el proceso de diáspora uruguayo*. Horizontes Antropológicos, ano 21, n. 43, Porto Alegre, 2015.

TASSIN Etienne, *Condition migrante et citoyenneté cosmopolitique : des manières d'être soi et d'être au monde*, in *Dissensus*, n°1, Dossier Mondialisation et Cosmopolitisme, (coord. D. PIERET), Université de Liège, 2008.

VINAR Marcelo, *Ciudadanía y subjetividad. Fuentes sensoriales y emocionales de sentirse en la querencia (chez soi, heimat)*. Coloquio ciudadanías contemporáneas, Paris 8/UdelaR, Montevideo, 2013.